

reprise de l'action autonome des travailleurs est le problème autour duquel tourne ma réflexion.

Je suis d'accord avec François Chesnais sur le fait « qu'il faudrait autre chose que la taxe Tobin pour juguler l'aggravation permanente de l'exploitation et de l'oppression ». De même, je suis convaincu de l'utilité de tout nouvel espace de discussion qui s'ouvre. Ma critique ne porte pas sur la *quantité* des moyens mis (ou à mettre) en œuvre pour y parvenir, mais sur la méthode et la direction choisies. Car tout le monde comprend bien que, une fois que la voie est choisie, on ne va plus là où l'on voulait aller mais seulement là où mène cette voie.

1. Pour un développement de mon point de vue sur ce sujet je renvoie au *Cahier n° 3 du Cercle Berneri*, qui avait pour titre « Les syndicats en Europe occidentale. Crise et avatars ». Ce texte est évidemment daté et dépassé par les événements, mais le point de vue me paraît toujours valable. Certains des questions soulevées à l'époque sur le financement des syndicats et leur dépendance à l'égard de l'État ont été d'ailleurs largement confirmées ces derniers temps par le scandale sur la gestion des caisses de retraite complémentaires et les pratiques douteuses que permet le paritarisme.



Hommage à Arthur Lehning

Le 1^{er} janvier 2000,
Arthur Lehning nous a quittés,
deux mois après avoir fêté ses cent ans.
Nous republions à cette occasion un texte
édité en 1931 par la FAUD allemande et,
en 1974, en français par « la Rue »

ARTHUR LEHNING est né le 23 octobre 1899 à Utrecht (Pays-Bas) de parents allemands. Il étudie l'économie à Rotterdam et l'histoire à Berlin. À la fin de la Première Guerre mondiale, il se rapproche des milieux antimilitaristes et notamment des libertaires. Après avoir séjourné à Paris et à Vienne, il s'installe à Amsterdam et, entre 1927 et 1929, y publie la revue *I 10* qui compte parmi ses collaborateurs certains des intellectuels les plus originaux de l'époque ainsi que des militants conseillistes et libertaires : Le Corbusier, Walter Gropius, Vassily Kandinski, Piet Mondrian, Upton Sinclair, Walter Benjamin, Ernst Bloch, mais aussi Max Nettlau, Otto Rühle, Henriette Roland-Holst, Alexandre Berkman et Aleksander Shapiro.

Très actif dans les milieux anarchosindicalistes (notamment au sein de la FAUD allemande, avec Rudolf Rocker et Augustin Souchy, ainsi que du NAS et du NSV hollandais, avant et après 1923), il sera de 1932 à 1935 le secrétaire de l'AIT. Fondée à Berlin en 1922, celle-ci avait pour but de rassembler les organisations syndicalistes révolutionnaires et anarchosindicalistes qui se sentaient étrangères à la fois à l'internationale réformiste



dominée par les socialistes et à l'ISR mise en place par les bolcheviks. En octobre 1936, on le trouve en Espagne.

En 1935, il participe à la fondation de l'Internationaal Instituut voor Sociale Geschiedenis (Institut international d'Histoire sociale) d'Amsterdam, avec Posthumus, De Lieme, Nettlau et Nikolaevskij, destiné au départ à accueillir l'énorme bibliothèque de Max Nettlau, et qui s'ouvrira ensuite à celles de nombreux autres militants et organisations du mouvement ouvrier, à une époque où l'installation des fascismes ou des dictatures rendait impossible la conservation des sources pour l'histoire des exploités. Citons comme exemple la bibliothèque de Lucien Descaves sur la Commune de Paris, les archives du Bund sur le mouvement ouvrier juif en Lituanie, Pologne et Russie, du Parti social-démocrate allemand et du Parti socialiste-révolutionnaire russe, jusqu'à l'acquisition temporaire des archives de la CNT espagnole qu'il fallait mettre à l'abri après la victoire des franquistes.

Entre 1939 et 1947, après avoir essayé de mettre en lieu sûr une partie des collections de l'Institut, il en dirige la section anglaise à Oxford, avec la collaboration de G.D.H. Cole.

À la demande de l'État indonésien nouvellement indépendant, il organise en 1952 une bibliothèque pour l'Université de Djakarta et pour le ministère indonésien des Affaires étrangères.

Rentré à Amsterdam, il se consacre à l'édition des œuvres complètes de Michel Bakounine (*les Archives Bakounine*) dont le premier volume sortira en 1961, puis à la direction de l'Institut d'Histoire sociale. Parmi ses œuvres en français (publiées en France ou à l'étranger), citons *Anarchisme et Bolchevisme* (Einaudi, 1971), *Bakounine et les autres* (10/18, 1976), *Anarchisme et Marxisme dans la révolution russe* (Spartacus, 1977), *Du syndicalisme révolutionnaire à l'anarchosindicalisme. La naissance de l'Association internationale des travailleurs de Berlin* (« Recherche Storiche », janvier-avril 1981).

En 1999, le P.C. Hooft-prijs (le plus important prix littéraire en Hollande) lui a été attribué pour l'ensemble de son œuvre, qui portait aussi bien sur l'histoire du mouvement anarchiste et anarchosindicaliste et de ses théoriciens (notamment de Bakounine) que sur la critique du bolchevisme et du modèle soviétique.

GIANNI CARROZZA

À signaler deux évocations importantes : l'une biographique dans *le Monde libertaire*, n° 1196 et 1197, janvier et février 2000 ; l'autre dans *Débatte*, n° 10, printemps 2000, supplément à *Alternative libertaire*, BP177, 75967 Paris cedex 20, par un texte peu connu en français : « Du syndicalisme révolutionnaire à l'anarchosyndicalisme ».

Idées fondamentales de l'anarchosindicalisme par Arthur Lehning

LA CRISE DU CAPITALISME, qui commença avec la Première Guerre mondiale, signifia en même temps une crise du socialisme, et le chaos économique et politique dans lequel se trouve depuis le monde trouva sa carte maîtresse dans la déroute du mouvement ouvrier. Dans ce chaos et dans cette déroute, le socialisme même menaça de sombrer. La Révolution russe pouvait un instant renforcer la foi dans le socialisme et inspirer des actions révolutionnaires. Dans un monde qui était jeté par la faute du capitalisme dans une mer de sang et de fureur, elle fut pour des millions le symbole et l'incarnation de la liberté et de la délivrance. Elle fut et restera l'instant historique où la guerre capitaliste se changea en guerre contre le capital. Avec la dégénérescence de la révolution russe s'évanouirent aussi les espérances qu'elle avait suscitées. La réaction mondiale commençait.

Le processus d'altération de l'idée socialiste se poursuivit. Aucune résistance ne semblait plus possible contre la falsification de toutes les valeurs socialistes. Il n'y a pas pour le socialisme de plus grande honte que tout ce qui se passe depuis dix ans au nom du socialisme. La base pratique du mouvement socialiste, l'auto-libération active, fut ensevelie sous la croyance aveugle et la pratique non moins aveugle du despotisme étatique répandu sous toutes les formes possibles. Et cela se passa tandis que l'on disait que le but du socialisme était de délivrer la société de l'État et que, pour une telle définition, l'on ne pouvait pas seulement se réclamer de Proudhon et de Bakounine mais aussi de Marx et d'Engels !

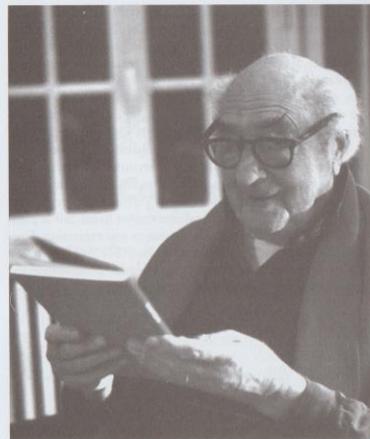
Dans l'alliance sacrée entre la social-démocratie opportuniste et réformiste, la bourgeoisie et l'État capitaliste, dans le déclin de la Révolution russe pour la dictature du parti et la terreur étatique, la faillite, définitive du socialisme d'État s'est manifestée dans toutes ses nuances. Toute l'évolution de la révolution après la guerre est une confirmation tragique et historique de la pensée de Bakounine ; l'État est la mort de la révolution et du socialisme ; un bouleversement qui rétablit l'État n'est pas le chemin de la liberté, mais prépare celui de la réaction et du despotisme. Mais le socialisme libertaire, nommé aussi « socialisme anti-autoritaire », qui depuis des décennies avait souligné le danger mortel qui, à travers l'État, le parti et le Parlement, menaçait le socialisme, fut obligé par l'évolution historique de l'après-guerre à une autocritique approfondie. La croyance plus ou moins utopique qu'il suffirait de détruire les « vieilles forces », qu'après la destruction de l'État provoquée par la « grève générale », la « société libre » viendrait d'elle-même, fut détruite à la lumière de l'histoire. La vie économique de la société était devenue à la fois trop centralisée et trop compliquée pour être résolue par la théorie simpliste des « communes autonomes ».

Non moins que la confirmation de la juste critique du socialisme d'État se révéla le manque d'un programme positif, concret et constructif. La révolution russe avait montré la nécessité impérieuse de propositions concrètes. Cette rénovation constructive du socialisme libertaire trouva son expression dans l'anarchosyndicalisme.

Elle trouva aussi son expression quand, face à des groupes plus ou moins dirigés, s'opposa l'organisation de la classe ouvrière sur une base économique. En dehors des partis politiques et contre eux tous, l'unité nationale et internationale de la classe ouvrière (travailleurs intellectuels, ouvriers et paysans) peut seulement s'élaborer de cette façon, qui est nécessaire pour la résistance contre le capitalisme dans le présent et pour sa destruction dans le futur.

Le socialisme signifie la substitution de l'exploitation économique et de l'asservissement politique par l'organisation du travail. C'est pourquoi la destruction de l'État sous toutes ses formes reste la condition préalable à toute société socialiste. Le doit le plus important est la préparation pratique de la prise en main de la vie économique par les travailleurs eux-mêmes.

Les Temps maudits — Numéro 7, avril 2000



Parallèlement à cette évolution « syndicaliste » de l'anarchisme s'élabora dans de nombreux pays une évolution « anarchiste » du syndicalisme. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, le syndicalisme avait dans différents pays une base apolitique. Dans ce principe négatif se matérialisa sa volonté d'indépendance. Le syndicalisme était indépendant du parti politique, il rejetait le parlementarisme et était opposé à tout étatsisme.

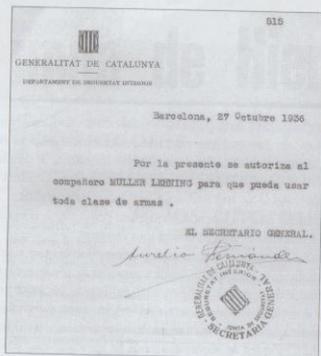
Mais l'évolution révolutionnaire a complètement sapé cette base apolitique. Tant que le syndicalisme restait révolutionnaire il menaçait de devenir un champ de bataille pour les partis politiques dont le but est de se servir de l'organisation économique seulement en tant que « courroie de transmission » pour leurs desseins étatiques et dictatoriaux. Si le syndicalisme voulait

Les Temps maudits — Numéro 7, avril 2000

rester lui-même et indépendant, il ne pouvait plus avoir une attitude neutre vis-à-vis des partis politiques : il devait combattre le parti, le parlement et l'État comme incompatibles avec la finalité socialiste. Il devait, au lieu d'« parlementaire », devenir anti-parlementaire.

Et, en outre, un mouvement ouvrier révolutionnaire perdrait toute signification socialiste et révolutionnaire s'il ne prenait pas position face aux problèmes actuels que la révolution a posés. Il doit choisir entre deux chemins incompatibles : le socialisme d'État et le socialisme libertaire, le bolchevisme ou l'anarchosyndicalisme. En remplaçant sa position apolitique par sa finalité d'une société communiste sans État, la politique propre, la tactique et l'organisation du syndicalisme étaient fixées. Sur le plan international, l'anarchosyndicalisme trouva son expression dans l'Association internationale des travailleurs (AIT). Sur la base des principes de Bakounine, elle réunit sur le plan économique les syndicalistes révolutionnaires du monde entier.

La Rue, n° 18, 4^e trimestre 1974.



Les Temps maudits — Numéro 7, avril 2000



Cohérence

Un texte dans le précédent numéro, différents événements et des discussions internes à la CNT et ailleurs amènent à une réflexion sur la violence...

LES QUESTIONS du nationalisme et de la guerre, ravivées par les événements du Kosovo, donnent l'occasion à Antonio Martín, dans le numéro 6 des *Temps maudits*, de revenir sur l'impossibilité de choisir un camp plutôt que l'autre dans ce genre de conflits, et de dire les « contradictions » qu'impliquent les éventuelles réponses à cette alternative absurde.

Dans son article, il s'agit de la guerre plus que du nationalisme, et de la façon de la mener. Pour Antonio, « traditionnellement, les anarchosyndicalistes sont pacifiques, mais non pacifistes ». Si la guerre nous est imposée, il faut nous mettre au courant des choses militaires puisque « nous sommes prêts à nous battre pour défendre nos libertés individuelles et collectives, y compris par les armes ». Entré dans la logique de la violence guerrière, il constate que « ces principes mettent à mal nos modes de fonctionnement qui sont prévus pour temps de paix ou de petite violence ». Mais que, quand l'ennemi nous oblige à la guerre, l'important est de la gagner et de faire une croix sur nos principes. Il continue en affirmant qu'il faut « être capable d'employer une extrême violence ».

Les Temps maudits — Numéro 7, avril 2000